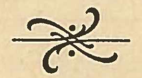
LE

DR V. BARTUŠKA

ET SON

Activité Politique



LIBRAIRIE CENTRALE DES NATIONALITÉS
RUE CAROLINE-ANCIENNE DOUANE
LAUSANNE
—
1918

IMPRIMERIE DU LÉMAN (S. A.), CAROLINE 11, LAUSANNE

Le Dr V. Bartuŝka

ET SON ACTIVITÉ POLITIQUE

Un Lituanien ardent, presque d'« irredenta » puisque l'abbé Bartuŝka est originaire du gouvernement de Souvalkai. Il fit de remarquables études à l'excellent collège de Mariampolis, études qu'il poursuivit non moins remarquablement au séminaire de Seinai, puis, il s'en fut prendre ses grades en philosophie à Fribourg — la Rome suisse — partout apprécié pour sa claire intelligence et la sûreté de ses relations.

Il partit aux Etats-Unis où il devint curé du Mont-Carmel, en Pensylvanie. Mais l'Eglise fut loin de prendre toute entière cette activité débordante et l'abbé Bartuŝka devint un des plus ardents protagonistes du mouvement national lituanien où il brilla bientôt par l'éclat de sa parole comme par l'élégance de sa plume. Les journaux catholiques et patriotiques lituaniens des Etats-Unis n'eurent pas de collaborateur plus assidu. Il prit une part active à cet important Congrès lituanien de Chicago du début de la guerre, que l'initiative prévoyante de J. Gabrys convoqua. En qualité de délé-

gué du Conseil national lituanien il visita en 1916 la Lituanie occupée. Il remplit ses fonctions de commissaire enquêteur avec un tel zèle que les autorités militaires allemandes ne trouvèrent rien de mieux que... de l'incarcérer à Kaunas sous prétexte d'excitation contre les autorités d'occupation, inculpation dont quelques papiers trouvés chez lui devaient fournir la preuve.

L'enquête approfondie à laquelle on se livra ne donna naturellement aucun résultat. Entre temps, les compatriotes de M. l'abbé Bartuŝka, surtout ceux de Suisse, s'étaient énergiquement entremis, faisant valoir, entre autres, qu'il était absolument contraire au droit des gens d'arrêter une personne munie d'un sauf-conduit et bénéficiant d'un caractère international. On relâcha donc M. Bartuŝka après lui avoir fait payer mille marcs d'amende. On lui avait donné à choisir entre le paiement de cette somme et cent jours de prison !

M. Bartuŝka, à la recherche de parages plus hospitaliers, se rendit en Suisse, d'où il envoya au gouvernement allemand un mémoire sur la conduite des autorités militaires en Lituanie occupée, mémoire ferme et courtois dans lequel l'auteur en appelait au gouvernement allemand mieux informé qui, pour son bon renom, ne pouvait réellement accepter toutes solidarités.

Nous sommes en mesure de reproduire ici *in extenso* cet important document, inédit jusqu'à ce jour.

Au cours de mon dernier voyage en Lituanie, à titre de délégué du Conseil national Lituanien des Etats-Unis, j'ai observé beaucoup de faits très anormaux qui ne sont pas excusables malgré l'état de guerre. Avant de passer à une énumération de ces faits, je me permettrai de faire quelques observations d'ordre général.

Lorsque le canon allemand commença à tonner à la frontière de la Lituanie, le peuple lituanien l'entendit avec l'espoir d'être *libéré* du joug détesté des Moscovites.

Mais les Allemands ne surent pas ou ne voulurent pas se ménager les sympathies du peuple lituanien, ils ne tardèrent pas à lui manifester leur mépris en les traitant de « bauernvolk », en le violentant de toutes manières. Le malheureux choix du prince von Isenbourg, comme gouverneur civil, y était pour quelque chose. Si, dès le début de l'occupation, le peuple lituanien gardait encore quelque espoir dans la bonne volonté allemande, il n'y croit plus maintenant : *Le peuple lituanien prête l'oreille en entendant les coups de canon russe, ou bien il les attend avec impatience et anxiété, car il trouve que le joug russe était moins pénible que celui des Allemands.*

L'état d'esprit du peuple lituanien est très surexcité ; si les tracasseries mesquines de l'administration allemandes ne cessent pas, il y a lieu de craindre des révoltes qui mettraient en danger les arrière-lignes allemandes, les ponts, les téléphones, les lignes de communications.

Il est évident que ce n'est pas dans l'intérêt du gouvernement allemand de désespérer et même d'exaspérer le peuple lituanien au point de le pousser à la révolte. Au contraire, son intérêt lui conseille de mettre fin, le plus tôt possible, à des iniquités criantes afin de se gagner des sympathies parmi les Lituaniens.

Ces iniquités sont d'ordre économique, administratif et politique.

Les iniquités économiques.

1. *Réquisitions.*

Dès le premier jour de l'occupation de la Lituanie, les réquisitions forcées ont été mises en vigueur. Les céréales, les vivres de toute nature, les vêtements, le bétail furent

réquisitionnés pour subvenir aux besoins de l'armée allemande. Le peuple s'y prêta volontiers, car il crut contribuer dans la mesure du possible à la grande œuvre de sa libération.

Mais les agents chargés de réquisitionner s'acquittèrent de leur tâche très maladroitement, pour ne pas dire malhonnêtement :

a) Ils commirent beaucoup d'*actes de violence*. On cite, par exemple, le cas d'une pauvre femme qui était restée seule avec ses cinq enfants, son mari servant dans l'armée russe. Elle n'avait qu'une seule vache. Les soldats la lui enlevèrent et, parce qu'elle ne voulait pas se séparer de la nourrice de ses enfants, ils l'éloignèrent à coups de crosse. On pourrait malheureusement citer à l'infini de pareils exemples.

b) Ils se rendirent coupables de beaucoup d'*actes d'injustice* pour ne pas dire d'*escroqueries*. Les trois quarts des bons de réquisition sont *nuls*. La plupart sont conçus en ces termes : Pour cinq chevaux et trois vaches, il faut administrer à leur propriétaire 1000 coups de bâton, ou cet homme a 500 puces, ou encore 1007 livres de viande bouillie ou rôtie sont suffisantes pour une compagnie, ou encore les chevaux sont à moi, mais ce sont les Russes qui te paieront, etc... Les délégués ont eu de pareils reçus sous les yeux.

c) Je ne sais pas si l'on peut classer les actes suivants dans le domaine des réquisitions : les officiers ordinaires et les officiers d'état-major ont logé chez les curés des villages et des villes et furent reçus avec courtoisie par nos prêtres. Mais la surprise de nos prêtres fut à son comble lorsque ces officiers, appartenant pour la plupart aux meilleures familles allemandes, ne se gênèrent pas de piller ceux qui les avaient si généreusement reçus, emportant l'argenterie, la vaisselle, le linge de table, la carrosserie. Lorsque je suis arrivé à Naumiestes (Vladislavov),

Vilkaviškiai, Gižai, Sasnava, Mariampol, etc. (gouvernement de Suvalkai), pour faire une visite aux curés, ils m'ont offert du thé dans des petits pots en terre cuite, ce dont je fus très étonné. Dans ces endroits on manque d'assiettes, de fourchettes et de couteaux, car toute la vaisselle a été enlevée par les officiers allemands. Ce n'est pas une exception, mais un fait général.

2. *Les corvées et les impôts.*

Les administrateurs allemands des grandes propriétés abandonnées exigent que les paysans aident à labourer ces propriétés. Ils imposent trois jours de corvée par semaine sans les rémunérer ou en leur donnant des rémunérations ridicules, par exemple : un mark par jour pour un homme, son cheval et sa voiture.

Le peuple souffre beaucoup de ces corvées et il considère, non sans justice, que ces corvées *équivalent au rétablissement du servage aboli il y a cinquante ans.*

Les impôts imposés par l'armée allemande sont beaucoup plus élevés qu'ils ne l'étaient sous le régime russe. En dehors de cela, les Allemands imposent de nouvelles catégories d'impôts. Parmi ceux-là, les plus impopulaires sont :

a) *Les impôts personnels.* De 6 à 12 marks pour tout individu âgé de 12 ans et plus. Cela rappelle au peuple les impôts de l'époque du servage. Le peuple murmure en disant que les Allemands rétablissent le servage dans toute sa rigueur.

b) *Impôts sur les chiens.* Cette mesure visait, paraît-il, la diminution de la consommation de la viande, mais elle a manqué son but par suite de l'opposition du peuple.

3. *L'industrie.*

En Lituanie, l'industrie, quelle qu'elle soit, n'est pas favorisée par le gouvernement allemand qui s'approprie,

on ne sait pour quelle raison, l'industrie privée. On cite par exemple le cas de la fabrique des eaux gazeuses de la société de St-Joseph à Kaunas, séquestrée par l'administration locale allemande.

4. *Le commerce.*

Le commerce lituanien n'est pas favorisé davantage. L'administration locale entrave par tous les moyens possibles le commerce lituanien et favorise au contraire le commerce juif et allemand. Par exemple, la société lituanienne agricole « Žagré », à Mariampolis, et ses nombreuses succursales dans tout le pays ont été fermées, son action interdite, tout son avoir dépassant un million de marks fut saccagé.

5. *La dévastation des forêts.*

La dévastation des forêts qui constituent la richesse naturelle du pays est une injustice criante. Le gouvernement local fait des concessions importantes aux marchands de bois de Hambourg, etc.

Par exemple, un marchand a abattu 100,000 arbres dans la forêt de Kozlova Ruda (gouvernement de Souvalkai); un autre a reçu une concession pour 10,000,000 de marks dans les forêts de la rivière Nevežis (gouvernement de Kaunas); un autre a obtenu une concession plus importante dans les forêts immenses de la princesse Radziwill (gouvernement de Vilnus-Minsk). Il nous paraît invraisemblable que ces actes de rapine puissent s'accomplir avec la complicité du gouvernement de Berlin.

Il y a encore d'autres restrictions d'ordre économique qu'il nous est impossible d'énumérer toutes.

Les iniquités administratives.

Avant de parler des iniquités administratives, je dois faire remarquer que le principe fondamental de l'admi-

nistration allemande en Lituanie est « Divide » dans le sens littéral du mot.

Tout le pays est divisé en *Kreise* (cercles), les habitants d'un Kreis ne peuvent communiquer avec les habitants d'un autre Kreis voisin sans une permission spéciale du *kreisamt*, permission qui est fort difficile à obtenir.

Les chefs de cercles sont choisis parmi les soldats de la *landwehr*, ce sont pour la plupart des Polonais de Posnanie; ils sont nommés par l'administration centrale, tandis que sous le régime russe, même pendant la plus grande réaction, les bénéficiaires de ces postes étaient élus par la population.

L'administration des villes est aussi confiée à des soldats de la *landwehr* d'origine polonaise. Faut-il s'étonner que ces administrateurs mis en contact avec les polonisants du pays cherchent à poloniser le pays tout entier.

Dans les bureaux de l'administration, il y a partout des traducteurs polonais, mais le gouvernement civil militaire ne se préoccupe pas d'avoir également des traducteurs lituaniens, sous prétexte que les Lituaniens connaissant l'allemand font défaut. Cela est inexact, car il y a beaucoup de Lituaniens qui pourraient occuper ces postes, mais ils sont écartés par les administrateurs polonais.

Toute l'administration en Lituanie a un aspect étrange : sous des apparences extérieures allemandes se dissimule une organisation réellement polonaise. Les Polonais s'entendent à exploiter à leur profit l'occupation allemande. Mais ce qui est plus surprenant encore, c'est que le gouverneur civil de Lituanie, le prince Isenbourg lui-même, ainsi que son entourage, sont polonophiles et ne ménagent pas leurs sympathies aux polonisants de Lituanie, secondant de toute leur force la plus rapide polonisation de la Lituanie. On se demande en Lituanie si ce prince, avec ses fortes attaches à la cour de Vienne, reçoit ses instructions de Vienne et non de Berlin.

On dirait que le but principal de l'administration locale en Lituanie est d'entraver par tous les moyens possibles la vie normale du pays. Il est interdit de communiquer d'une ville à l'autre et de se rendre d'un district dans un autre. Il n'y a pas moyen d'obtenir l'autorisation de communiquer même dans le cas de nécessité urgente. Je me vis moi-même refuser l'autorisation d'aller voir mes parents par le Rittmeister von Puttkammer (Nº 20 Kaiser Wilhelm Strasse, à Kaunas). Pour obtenir cette permission, malgré tout, je dus faire appel aux autorités supérieures. Il m'est impossible d'énumérer ici toutes les tracasseries et humiliations que le peuple lituanien doit subir de la part de l'administration allemande. Sans exagérer, je peux dire que ces tracasseries sont bien pires que celles imposées autrefois par le régime russe. Si ce système persiste, je suis en mesure d'affirmer qu'il provoquera bientôt en Lituanie de graves complications.

La situation politique.

Lorsque la Lituanie fut occupée par les troupes allemandes, tout le monde attendait une proclamation annonçant la libération du pays et lui promettant l'indépendance. Mais, hélas ! cet espoir fut vain, le peuple lituanien fut qualifié de « Bauernvolk » et se vit adresser une proclamation injurieuse d'un certain général *Pfeil* qui traita la ville de Vilnus, capitale de Lituanie, de perle du Royaume *de Pologne* (?), etc...

Les Allemands commirent en Lituanie des fautes toutes plus graves les unes que les autres. Ils ont adopté un système contraire à celui des Russes, qui, au cours de ces dix dernières années, s'appuyèrent sur l'élément lituanien et même favorisèrent quelque peu le développement national lituanien. Dès leur entrée dans le pays, les Allemands se mirent à la disposition d'une poignée de poloni-

sants pour favoriser la polonisation par les églises et par les écoles polonaises. Des renégats comme l'abbé Michalkevitch, administrateur du diocèse de Vilnus, ont été l'objet de toutes sortes de faveurs de la part de l'administration allemande.

Il est interdit aux Lituaniens de se rendre de ville en ville et de village en village ; mais il est permis aux Polonais de venir en masse de Varsovie, de Posnanie et de Cracovie en Lituanie pour y établir des centaines d'écoles avec des subsides envoyés par le Comité polonais de secours aux victimes de la guerre de Vevey (Suisse) afin de poloniser les enfants lituaniens. (D'après un renseignement de source autorisée, le Comité polonais de Vilnus a reçu, dans ce but, plus d'un demi-million de marks.)

D'ailleurs, dès les premiers jours de l'occupation, le gouvernement allemand ne dissimula pas son désir de germaniser la Lituanie par tous les moyens, par l'administration, par les écoles, etc. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que les intellectuels lituaniens qui ne se sont pas enfuis avec les Russes éprouvent une extrême méfiance à l'égard de l'administration allemande ?

On dirait que les Allemands ont mis tout en œuvre pour mécontenter les Lituaniens ; ils ont supprimé toutes les sociétés : économiques, artistiques, même les sociétés d'instruction publique. Ils entravent l'activité de la *Société de secours aux victimes de la guerre* en lui interdisant de communiquer avec ses cent quarante filiales dispersées dans tout le pays.

Bref, les Allemands ont fait tout pour repousser le peuple lituanien et pour lui faire regretter le régime russe qui, même au temps de la réaction la plus noire, n'entravait pas la vie publique en Lituanie comme l'entrave actuellement le gouvernement allemand.

En Lituanie, l'opinion générale est que la culpabilité du prince Isenbourg est beaucoup trop grande, ses ini-

quités sont innombrables et le peuple lui reproche que les Polonais soient devenus les maîtres en Lituanie. Ce gouverneur est sincèrement détesté par tous les Lituaniens, ainsi que le fut jadis le gouverneur russe de triste mémoire, Muravieff-le-Pendeur.

Les écoles en Lituanie.

La situation des écoles dans les quatre gouvernements de Lituanie est différente. Dans les gouvernements de Vilnus et de Gardinas, toutes les écoles sont livrées aux Polonais qui, sans se gêner, s'adonnent à la polonisation des enfants lituaniens et blancs-russiens.

Dans les gouvernements de Kaunas et de Souvalkai, au contraire, les autorités manifestent une tendance à germaniser le peuple lituanien par l'intermédiaire des écoles. Bien que la création d'écoles primaires lituaniennes ne soit pas interdite et même soit tolérée par le gouvernement d'occupation allemand, une forte tendance germanisatrice se manifeste déjà très nettement. Par exemple, les sociétés lituaniennes d'instruction publique « Saulé », à Kaunas, et « Žiburis », à Mariampolis, qui entretenaient des centaines d'écoles primaires, ont été supprimées. Au moment de la pire réaction russe, le gouvernement russe n'osait prendre aucune mesure contre ces sociétés et les laissait se développer librement. De plus, plusieurs instituteurs et institutrices ont été maltraités par les inspecteurs militaires allemands. Mlle Appolline Draugelis, à Mariampolis, a été battue jusqu'au sang par un inspecteur militaire parce qu'elle ne voulait pas se conformer aux exigences exorbitantes de cet inspecteur. Le prêtre étudiant Dailydé, âgé de 25 ans, exaspéré contre les autorités allemandes de Mariampolis, a été déporté en Allemagne parce qu'il défendait l'école nationale lituanienne ; l'abbé Ogintas, président de la société

« Žiburis », à Mariampolis, a été destitué de ses fonctions de curé parce qu'il s'opposait à la suppression de la société dont il était le président. L'enseignement est atteint lui-même, car les inspecteurs allemands imposent sans cesse un nombre plus élevé d'heures d'étude pour l'allemand à des enfants qui ne savent pas encore lire en lituanien. C'est un procédé ridicule. A Kaunas, un certain M. Richter se distingue surtout par ses rigueurs. De semblables mesures donnent un résultat contraire, les enfants ont une aversion profonde pour la langue qui leur est imposée par des moyens si contraires à la pédagogie. Tout le monde en Lituanie comprend l'utilité de connaître la langue d'une grande nation occidentale, mais s'indigne seulement que le peuple allemand, qui se dit civilisé, emploie des procédés que les Russes eux-mêmes ont cessé d'employer.

Sous le régime russe, l'enseignement se donnait en lituanien dans les écoles primaires lituaniennes ; on ne commençait à enseigner le russe aux enfants que dans les classes de troisième et quatrième année.

Ce qui est encore fort regrettable, c'est que le gouvernement allemand en Lituanie a deux poids et deux mesures ; ce qui est permis aux polonisants est défendu aux Lituaniens. Par exemple, les polonisants avec l'abbé Michalkevitch, de Vilnius, jouissent de la complète liberté de fonder des écoles, même avec l'argent envoyé par le comité de Vevey (Suisse), pour secourir les victimes de la guerre en Lituanie (plus d'un demi-millon de francs aurait été employé dans ce but). Le gouvernement civil et militaire ne s'oppose nullement à ce que Varsovie fournisse des instituteurs et des agitateurs polonais à Vilnus, tandis que les Lituaniens ne peuvent communiquer de village à village.

Il m'est impossible d'énumérer ici toutes les fautes commises par les autorités allemandes en Lituanie. Je me

refuse à croire que le haut gouvernement de Berlin en soit fautif, car, par ses agissements, le gouvernement d'occupation en Lituanie agit contre les intérêts allemands. Il me semble que le plus responsable est le gouverneur, prince Isenbourg, dont les agents se comportent plus mal dans le pays que les fameux Tschinovniks russes.

En Suisse, M. Bartuška se fixa à Lausanne, où il prit part à la deuxième Conférence lituanienne ainsi qu'au deuxième Congrès des nationalités. Ce fut lui qui eut le grand honneur de lire, à ce dernier Congrès, la proclamation de l'indépendance complète de la Lituanie.

Envoyé comme délégué à Rome, il fut reçu en audience privée par Sa Sainteté, à qui il demanda d'autoriser la collecte mondiale lituanienne. Puis, de Rome, M. Bartuška retourna en Amérique via Naples.

Il revint en Suisse en février 1917 — en pleine guerre sous-marine aggravée — comme délégué des colonies d'Amérique au Conseil national lituanien, aux travaux duquel il participa activement sans cesser de collaborer aux différentes publications lituaniennes et de se consacrer aux œuvres de bienfaisance lituaniennes si nombreuses sur le sol hospitalier de la généreuse Helvétie !
